

Le pouvoir aux travailleurs

25 juillet 2010

N° 164

PRIX : 100 Fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

<u>SOMMAIRE</u>	PAGES
<u>EDITORIAL :</u>	
- QU'ILS SOIENT PROPRES OU SALES, ILS ONT EN COMMUN D'ETRE AVANT TOUT DES SERVITEURS DES INTERETS DE LA BOURGEOISIE !...	2
- C'EST LE MEME ORDRE CAPITALISTE QUI SE POURSUIT DEPUIS LA DECOLONISATION	3
- DES COLLOQUES SUR LA PAUVRETE ET LE CHOMAGE, C'EST TOUT CE QU'ILS SAVENT FAIRE !	3
- EXAMENS DE FIN D'ANNEE : ENCORE DES RESULTATS PLUS QUE MEDIOCRES CETTE ANNEE !	4
- PLAN ORSEC : UN PLAN MACABRE CONTRE LA POPULATION PAUVRE...	4 - 5
- DON DU PRESIDENT AUX SINISTRES DE GOBELET : LE MEDECIN APRES LA MORT	5
- BATIMENT : PENURIE DE SABLE, UNE SITUATION QUI AGGRAVE LA MISERE DES TRAVAILLEURS	6
- INTERPACK : OUI POUR LES CARS DE TRANSPORT POUR TOUS ! NON AUX PRELEVEMENTS !	6
- SIICOMER : PAIEMENT DES SALAIRES EN RETARD LES TRAVAILLEURS FONT RECULER LES PATRONS	7
- SAHEL : LA SECHERESSE N'EST PAS LA SEULE CAUSE DE LA FAMINE.....	8 - 9

<p>QU'ILS SOIENT PROPRES OU SALES, ILS ONT EN COMMUN D'ETRE AVANT TOUT DES SERVITEURS DES INTERETS DE LA BOURGEOISIE !</p>
--

Désiré Tagro, le ministre de l'intérieur, a fait l'objet d'enquêtes pour trois chefs d'accusations : d'abord, pour avoir empoché 10 milliards de dessous de table de la Sagem ; ensuite, de détournement de l'argent de l'Etat pour le pèlerinage des musulman à la Mecque ; enfin, pour truquage dans les concours d'entrée à la police et pour avoir favorisé les gens de son ethnie. Finalement, toutes ces accusations ont fait beaucoup de bruit pour rien puisque que, à en croire le procureur de la République Tchimou qui a été chargé par Gbagbo pour mener toutes ces enquêtes, Tagro serait blanc comme neige ! Autant dire qu'il y a comme de la magie dans l'air !

Parce que, rien que dans cette affaire de pot de vin de 10 milliards avec la Sagem, il y a de quoi se poser des questions. En effet, la Sagem, cette entreprise française chargée de l'organisation des élections en Côte d'Ivoire, n'est qu'un « *partenaire* », pour ne pas dire un sous-traitant, qui travaille pour le compte d'un homme d'affaire du nom de Kagnassy. C'est ce dernier qui a, dans les faits, décroché ce gros contrat avec l'Etat. Or, ce Kagnassy est justement considéré comme un escroc par les paysans qui produisent le Coton dans la région de M'Bengué, au Nord de la Côte d'Ivoire. En effet, il y a de cela quelques années, cet homme d'affaire avait le monopole de la collecte de coton dans cette région. Une fois la collecte effectuée, le coton égrené et vendu par ses soins, ce dernier a déclaré son entreprise en faillite, pour ne pas avoir à payer l'argent des paysans, les ruinant du même coup. Mais ce monsieur n'a pas du tout été inquiété pour son vol. Il avait les bras longs et les poches bien pleines pour arroser les dirigeants politiques.

C'est ce même Kagnassy qui a décroché le contrat de plusieurs dizaines de milliards de francs auprès de l'Etat pour l'organisation des élections. Et si Tagro a empoché la somme de 10 milliards pour avoir facilité ce contrat juteux, on peut imaginer que Kagnassy a pu mouiller bien d'autres barbes dans la haute sphère politique.

Cette affaire de corruption n'est qu'une parmi tant d'autres qui ne font pas forcément des vagues. Elle illustre les liens qui existent entre les grands hommes d'affaires et les dirigeants politiques. Mais la corruption n'est qu'un aspect, somme toute mineure, du fonctionnement du système capitaliste. Il y a des régimes plus corrompu que d'autres. Les dirigeants de la Côte d'Ivoire ne peuvent pas se flatter d'être des modèles dans le genre. Mais les liens entre la classe des grands capitalistes et les hommes politiques qui dirigent l'appareil d'Etat ne se limitent pas à la corruption. Lorsque par exemple les dirigeants sont amenés à prendre une décision, c'est d'abord et avant tout dans l'intérêt des classes riches en général. Ils agissent ainsi parce qu'eux-mêmes font partie du monde des possédants. Tout l'appareil d'Etat est au service de cette classe sociale.

Ainsi, un commissaire de police, un colonel, un général de l'armée ou un ministre de l'Intérieur, n'a pas spécialement besoin de toucher de l'argent d'un Bolloré ou d'un Billon, pour intimider ou réprimer les dockers en grève. Les exploiters n'aiment pas quand les travailleurs se mettent en grève pour défendre leurs intérêts. Et lorsque la lutte des travailleurs devient une menace pour les intérêts des capitalistes, les corps habillés interviennent pour maintenir "*l'ordre*" dans le sens où les riches l'entendent !

**C'EST LE MEME ORDRE CAPITALISTE QUI SE POURSUIT
DEPUIS LA DECOLONISATION**

Puisqu'il est à la mode de parler des 50 ans d'indépendance, le Pdc, le Fpi, le Rdr et le Pit, et consort, eux qui ont participé au gouvernement, qu'ils expliquent donc où sont passées toutes les richesses produites en Côte d'Ivoire durant ces 50 ans ? La campagne produit le café, le cacao, l'hévéa, le coton, le palmier à l'huile, etc. Les ouvriers agricoles et les paysans, 50 ans après, ils sont toujours aussi pauvres ! Dans les villes, il y a aussi toutes ces usines qui dégagent du profit, où des centaines de milliers d'ouvriers viennent user leur santé. Mais ces ouvriers sont non seulement pauvres mais ils deviennent même d'années en années encore plus pauvres !

Les autorités coloniales ont tout simplement laissé la chicotte à leurs hommes de couleur noire. En Côte

d'Ivoire, ils s'appellent Houphouët, Bédié, Gbagbo, Allassane et consort ! Ces hommes sont avant tout au service des intérêts des Billon, Emanuel Dioulo, El Khalil, Bouygues, Bolloré, Unilevers, Total, Nestlé ou Karghil. Sans oublier les banques, la Sgbc, la Bicici, la Citibank, qui ne sont que des filiales des banques des pays impérialistes, françaises et américaines.

Alors, que les Houphouët et autres Bédié avant et les Gbagbo et autres petits Tagro ou petit Soro aujourd'hui, ramassent des miettes laissées par cette bourgeoisie, cela ne les gêne pas beaucoup, du moment qu'ils servent avant tout leurs intérêts et s'arrangent à maintenir les travailleurs des villes et des campagnes dans leur position d'esclaves modernes, quitte à les mâter de temps en temps, à défaut de pouvoir les blaguer.

**DES COLLOQUES SUR LA PAUVRETE ET LE CHOMAGE,
C'EST TOUT CE QU'ILS SAVENT FAIRE !**

Depuis quelques mois, une série de colloques est organisée dans plusieurs villes du pays pour, disent-ils, réfléchir sur les cinquante années d'indépendance de la Côte d'Ivoire. Les thèmes de la réflexion sont, entre autres, sur « *la pauvreté, le chômage des jeunes et le développement de l'agriculture* ».

Les autorités ivoiriennes se comportent comme si depuis l'indépendance, c'est maintenant que le problème du chômage et de la pauvreté se posent. Alors que c'est depuis plusieurs années que la situation sociale et économique des populations pauvres ne font que se dégrader.

De nombreuses familles ne mangent qu'une seule fois par jour. Les prix des denrées alimentaires sont hors de portée des petites bourses. Des enfants

ne sont plus scolarisés par manque de moyens financiers des parents. La plupart des ménages ne sont pas logés décentement. Les populations pauvres, qui constituent la grande majorité, n'arrivent plus à se soigner. Le paludisme et certaines maladies bénignes sont devenus sources de malheur. Du travail, il n'y en a pas. Après de longues années d'étude, les diplômés sont réduits à être des gérants de cabine téléphoniques !

Avec tous ces « colloques », le pouvoir fait donc beaucoup de bruit pour rien ! Si ces « colloques » servent à quelque chose, c'est d'abord à ses organisateurs de disposer des sommes débloquées à cet effet et à discourir devant une clientèle de notables qui fréquentent ces lieux. Minables !

L E U R S O C I E T E

EXAMENS DE FIN D'ANNEE : ENCORE DES RESULTATS PLUS QUE MEDIOGRES CETTE ANNEE !

Les résultats du BAC et du CEPE sont tombés le 21 et 22 juillet dernier. Le baccalauréat fait le plus mauvais résultat avec plus de 75 % d'échec. Le CEPE est en baisse avec 68,90% d'admis cette année, contre 74,51% l'an dernier.

Pour connaître les causes de cette débâcle, il serait trop facile d'incriminer les élèves sous le prétexte « *qu'ils ne font pas d'effort pour étudier* ». Les causes sont bien ailleurs.

Depuis plusieurs années les conditions d'étude n'ont cessé de se détériorer. Il y a un manque criard avéré d'infrastructures : lycées, collège et écoles primaires. De ce fait, celles qui existent sont surchargées et ne sont même pas dotées du strict nécessaire utile à un enseignement adéquat. Aux salles de classes bondées vient s'ajouter le manque d'enseignants.

Comment, dans ces conditions, s'attendre à de meilleurs résultats ?

La situation est en fait tellement catastrophique que pour les personnes

qui n'ont pas l'habitude, faire un tour dans les écoles primaires, lycées et collèges publiques est souvent une épreuve de nerf, vu l'entassement des élèves dans des cadres le plus souvent inadéquats. Le « *miracle* » c'est même plutôt que quelques élèves arrivent à s'instruire dans de telles conditions pour atteindre le cycle supérieur.

Comme cette situation dure depuis des décennies, on ne peut pas dire que les autorités n'en sont pas informées. Bien au contraire ! C'est volontairement qu'elles laissent pourrir l'enseignement, comme d'ailleurs bien d'autres domaines du secteur public tel que les hôpitaux. Ce ne sont pas là la priorité des classes riches et des gouvernements qui se succèdent au pouvoir. Les enfants des familles aisées fréquentent des écoles dotées de moyens plus conséquents. En cas de maladie ils vont dans les cliniques privées telle que la Pisam ou ailleurs en Europe. C'est pourquoi les travailleurs et les gens pauvres n'ont aucune raison de compter sur ces gens-là pour améliorer l'éducation et la santé de leurs enfants.

PLAN ORSEC : UN PLAN MACABRE CONTRE LA POPULATION PAUVRE

Suite aux pluies diluviennes qui ont fait plus d'une dizaine de morts, le gouvernement a mis à exécution son Plan Orsec qui consiste à détruire les habitations dans les quartiers précaires.

C'est pour faire le point à mi-parcours que le responsable de l'opération, le Préfet d'Abidjan, Sam

Etiassé, fut invité par la télévision chaîne II de la RTI. Au cours de l'émission, répondant aux questions de la journaliste, il a reconnu que ce plan est effectivement « *macabre* ». Mais il s'est aussitôt défendu en déclarant que c'est une mission qui lui est confiée. Et pour se donner une conscience tranquille, il s'est empressé de dire qu'« *il vaut mieux détruire*

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

L E U R S O C I E T E

les habitats des gens (pauvres) quitte à ce qu'ils dorment à la belle étoile, sous des pluies battantes que de les laisser mourir emportés par les eaux de ruissellement ou les éboulements de terrains »

Quant à la question de comment reloger les populations chassées de ces sites, il a dit qu'ils ont droit à un kit de 100.000 F pour se faire ou se chercher un autre toit. Et cyniquement il ajouta encore : *« Ces gens ne louent en général que des maisons de 15 à 20.000 F donc avec les 100.000 f c'est largement suffisant pour qu'ils en trouvent une. Je précise que notre objectif n'est pas de détruire les quartiers précaires mais de dégager et écurer les caniveaux comme on l'a fait à Yao Sehi à Yopougon. Donc ils peuvent y trouver toujours une autre maison à louer »*.

« Sachez, a-t-il ajouté, que le plan Orsec est un plan de secours, c'est-à-dire que nous n'agissons que quand il y a un drame ».

Oui ces propos s'adressent évidemment aux gens pauvres qui ont tout perdu jusqu'à des êtres chers à eux. Ceux qui s'attendent encore à un dédommagement ou à un relogement sur de nouveaux sites n'auront que leurs yeux pour pleurer.

Par contre, les riches qui ont perdu leurs voitures et autres biens à la Riviera et qui ont eu une attention particulière des cameramen, ceux là non seulement ils ont une assurance pour se faire rembourser mais en plus l'Etat trouvera sûrement des moyens pour leur venir en aide.

DON DU PRESIDENT AUX SINISTRES DE GOBELET : LE MEDECIN APRES LA MORT

Le directeur de campagne du président Gbagbo, Issa Malick s'est rendu à Gobelet dans la commune de Cocody avec les mains chargées de 5.000.000F CFA pour *« apporter la compassion du président aux parents des victimes »*. Il a aussi annoncé que le président prenait en compte la sépulture des victimes

Cela fait des années que la terre ne cesse d'engloutir les pauvres pendant la saison des pluies. D'Attécoubé Santé appelé *« Mossikro »*, en passant par les quartiers précaires d'Angré et à deux reprises successives à Gobelet, les gens meurent cadeau et les autorités font toujours les mêmes gestes de *« médecin après la mort »*.

Et pourtant, le plan Orsec (organisation de secours) comité formé par les autorités pour soit disant venir en aide aux victimes a été institué l'année dernière suite aux nombreux morts causés par les pluies diluviennes.

En effet, il était prévu que ce comité prenne des mesures durant l'année pour éviter que les saisons de pluie prochaine fassent des victimes au sein de la population. Et le ministre de l'intérieur, Désiré TAGRO avait même proposé comme une des mesures, de faire déplacer les populations habitant les zones à risque, avant la saison des pluies.

Mais lorsque la saison des pluies 2009 fut passée, le plan Orsec a été rangé aux oubliettes. Résultat, de nombreuses victimes tout comme l'année dernière.

Comment ne peut-il être autrement, quand on sait qu'il n'y a aucun plan d'assainissement véritable pour la ville d'Abidjan et une politique de construction des maisons et des quartiers viabilisés pour les pauvres. Ce n'est pas la pluie qui tue. C'est la négligence voulue par les autorités qui fait que chaque saison pluvieuse devient mortelle pour les pauvres !

**BATIMENT : PENURIE DE SABLE,
UNE SITUATION QUI AGGRAVE LA MISERE DES TRAVAILLEURS**

Cela fait plus de deux mois que le sable est devenu une denrée rare à Abidjan. La conséquence de cette pénurie est désastreuse pour les familles des ouvriers du secteur du bâtiment et aussi de ceux qui vivent des activités connexes comme les transporteurs, les revendeurs de sable etc.

D'après le responsable du syndicat des camions de transport de sable, c'est le trop de taxes exigé pas les structures de l'Etat qui est à la base de cette grève.

Ils entendent même faire appel à la solidarité des autres syndicats des transporteurs si l'Etat ne fait rien pour trouver une issue heureuse à leur cause. Auparavant, le chargement d'une benne de dix roues coûtait 28.000 au dragage. Et ce chargement était revendu en ville à 65.000 F souvent 70.000F. Ce même chargement reviendrait aujourd'hui à 45.000F, soit une augmentation de plus de 75%; et quand les transporteurs de sable font répercuter cette augmentation,

le prix de vente se situe entre 100.000F et 110.000F.

Aujourd'hui ce sont de nombreuses familles de travailleurs qui souffrent. Déjà, depuis plusieurs années, il n'y a plus des grands travaux de l'Etat ni même du privé. Quant à la promotion immobilière, les chantiers se font rares. Du coup ce sont les constructions des particuliers qui occupent tant bien que mal les travailleurs du bâtiment. Mais avec ce prix du sable qui a flambé, ce sont beaucoup de chantiers qui sont à l'arrêt et les travailleurs au chômage.

Dans les carrières, des revendeurs de sable appelé communément « *gare de sable* », c'est aussi la désolation pour ceux qui vivent de la vente comme les chargeurs de bennes.

Si l'ensemble des travailleurs touchés par cette crise ne se mettent pas ensemble pour faire face à cette situation, la pénurie et ces conséquences risquent de s'étaler dans le temps.

**INTERPACK : OUI POUR LES CARS DE TRANSPORT POUR TOUS !
NON AUX PRELEVEMENTS !**

Depuis quelques temps, la direction d'Interpack, une usine situé en zone industrielle de Yopougon, a mis des cars de transport à la disposition des travailleurs. Seulement, elle prélève directement la somme 15000F sur le salaire de tous les travailleurs embauchés ; les journaliers n'ayant pas droit à ce transport.

Une grande partie des travailleurs habite à proximité de la zone et par

conséquent, ne prennent pas ce moyen de transport. Mais, ils n'échappent pas pour autant aux prélèvements. La direction a trouvé là encore une autre manière de se faire plein les poches.

Il faudrait que tous ces sales coups des patrons soient portés à la connaissance de tous les travailleurs de la zone, pour que la note leurs soient présentés tous ensemble et que la peur change enfin de camp ! La riposte collective des travailleurs s'impose !

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

SIICOMER : PAIEMENT DES SALAIRES EN RETARD LES TRAVAILLEURS FONT RECULER LES PATRONS

Cela fait plusieurs années que les travailleurs de SIICOMER, une usine de fabrication de matériels destiné à la mercerie (laine, fils à coudre, lacets, etc) située en zone industrielle de Yopougon, reçoivent leur salaire toujours en retard. Tout se passe en fonction des humeurs du patron. Les ouvriers, quand ils reçoivent tôt leur salaire, c'est le 10 du mois, sinon il faut attendre souvent jusqu'au 15 pour espérer toucher sa paye.

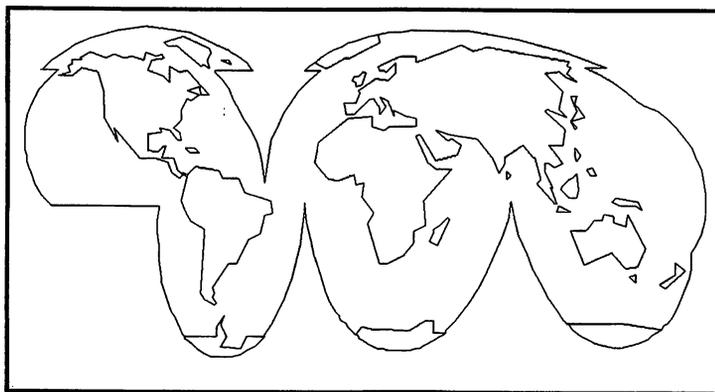
Depuis tout ce temps, les travailleurs mènent des démarches infructueuses auprès du patron pour la régularisation de cette situation. Récemment, en Avril 2010, l'inspection du travail l'a même condamné. Mais malgré cela, il a continué toujours sur la même lancée.

Devant ce mépris à leur égard, les travailleurs ont décidé de répondre coup pour coup.

Ainsi, fin avril, le patron a eu droit à un jour de grève. Résultat, les salaires ont été payés avec un jour de retard. Le mois suivant, c'est-à-dire fin mai, les travailleurs ont répondu avec deux jours de débrayage. Les salaires sont tombés avec deux jours de retard.

Le mois qui a suivi, le mois de juin, tout est rentré dans l'ordre. Les salaires ont été payés à temps. Mais comme les travailleurs ont manifestement trouvé le bon ton, les vestiaires ont été renouvelés : chaque travailleur ayant droit à un placard individuel avec une clé. En prime aussi, une tenue de travail.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

SAHEL : LA SECHERESSE N'EST PAS LA SEULE CAUSE DE LA FAMINE

Selon l'ONG internationale Oxfam qui a tenu récemment une conférence de presse à Dakar, au moins 10 millions de personnes sont menacées par la famine au Sahel. Au Niger, au Tchad, en Mauritanie, au Burkina Faso ainsi qu'au nord du Nigeria, la « *crise alimentaire* » va tourner au « *désastre* » si des mesures d'urgences ne sont pas prises dans les semaines qui viennent.

Les déficits pluviométrique dans de nombreuses régions du Sahel est une des raisons de l'aggravation de la situation. Depuis septembre 2009 les pluies ne sont pas tombées en quantité suffisante et les récoltes ont été anéanties par la sécheresse. Dans le Nord du Mali, près de 40% du bétail aurait été décimé. De nombreuses familles ayant investi leur argent dans l'élevage, ont tout perdu. N'ayant plus rien à manger, certains sont réduits à se rabattre sur les plantes sauvages pour ne pas mourir de faim. D'autres, comme dans certaines régions du Tchad, sont condamnées à casser des fourmilières pour récupérer quelques graines de céréales.

Au Niger, selon une enquête diligentée par le gouvernement, près de la moitié de la population souffre de malnutrition. Parmi elle, 2,6 millions sont au plus mal avec moins de dix jours de réserve alimentaire alors que la période de soudure annuelle devrait durer six mois au lieu des trois mois habituels. Beaucoup de personnes, surtout les hommes en état de travailler, ont quitté leur village pour essayer de trouver un peu d'argent en ville afin d'espérer secourir leur famille. Mais dans la plupart des cas cet espoir est vite déçu car en ville aussi la situation est devenue catastrophique cette année. Pour parer au plus urgent l'Unicef procède à un peu de distribution de nourriture. Les

queues sont très longues devant les écoles où un peu de graines et d'huile sont accordés aux plus démunis. Mais de toute façon cela ne constitue qu'une ration de survie accordée à une toute petite partie de la population.

Des millions de personnes risquent donc de mourir dans le sahel si les aides d'urgences promises par les dirigeants des pays riches ne leur parviennent pas. L'engagement sous forme d'aide au développement n'a pas été entièrement versé, alors que la crise alimentaire qui frappe le pays actuellement est plus forte que celles de 1974, 1984 et 2005.

Le sahel est une région particulièrement sensible aux aléas climatiques. Lorsque les pluies ne sont pas suffisantes durant une saison, cela se traduit par une sécheresse. Mais ce qui n'est pas normal c'est que cette sécheresse se traduise automatiquement par une catastrophe humaine. Les calamités naturelles n'expliquent pas à elles seules la répétition de ces situations. Ce n'est pas la première fois que les populations sahéliennes font face à une telle situation. Quand ce n'est pas la pluie qui est insuffisante, ce sont les invasions de sauterelles qui ravagent les récoltes. Nos dirigeants se contentent d'invoquer la fatalité. Mais lorsque les aides arrivent, ils sont les premiers à se servir. On se souvient des tristement célèbres « *villas de la sécheresse* » qui ont été construites au Mali grâce aux détournements des aides humanitaires. Il n'est pas rare de trouver dans le commerce des sacs de riz ou de farines provenant des dons. Cela ne peut se faire qu'avec la complicité des dirigeants locaux.

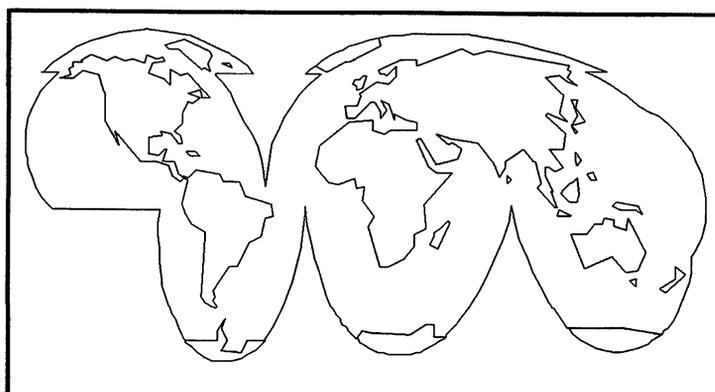
Nos dirigeants sont des vrais parasites. Même le peu de moyens dont les Etats disposent ne sont jamais utilisés

pour répondre ne serait-ce qu'un tout petit peu aux besoins des populations défavorisées, mais pour remplir leurs poches. Il est révoltant de voir qu'à quelques kilomètres d'un grand fleuve les gens manquent d'eau alors qu'il ne faut pas des moyens colossaux pour réaliser quelques canaux d'irrigation. Même pour creuser des petits puits ou pour construire des simples retenues d'eaux, ce sont les villageois eux-mêmes qui le font avec leurs petits moyens, grâce aux efforts financiers des membres de leurs familles vivant dans l'émigration ou parfois grâce à l'aide des ONG.

Telles des sangsues, les régimes dictatoriaux ponctionnent les faibles revenus des populations. Et derrière eux il y a surtout les puissances impérialistes qui continuent de piller les richesses du sol et du sous-sol : uranium et phosphate au Niger, pétrole et coton au Tchad, coton au Burkina et au Mali, etc.

La situation actuelle est dramatique et ce drame ne sera pas simplement résolu par une aide alimentaire qui, de surcroît est loin d'être à la hauteur des besoins. C'est toute l'organisation économique internationale aux mains des capitalistes qui est responsable de cette situation.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

Les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation